

Plaidoyer pour une charte d'éthique et de déontologie des partis politiques

La situation du pays n'a jamais été aussi inquiétante que ces dernières années, plus encore ces derniers mois. Tout semble être à l'arrêt. Figé. La population, qui a retiré sa confiance à l'Etat et ses institutions et renié les élus et leurs promesses creuses, verse de plus en plus dans l'anarchie, le système D de survie des uns et des autres. Seule mode de régulation par l'absurde et de gestion par le vide : la corruption partout et par-dessus tout prend possession des moindres espaces et règne en maîtresse des lieux. Cette situation de déliquescence avancée ne peut pas, ne peut plus continuer indéfiniment à être ignorée, occultée, sans mettre en danger la stabilité du pays, déjà chancelante, et l'avenir des générations montantes. Si des mesures urgentes ne sont pas prises à temps pour sauver ce qui mérite de l'être, nous serons coupables devant les générations montantes d'avoir regardé passivement se réaliser l'autodestruction de notre pays et la grave dérive de toute notre jeunesse, sans avoir tenté d'y apporter, le moment opportun, des solutions. Pourtant ça et là, nous assistons depuis quelque temps à l'avènement d'un phénomène tout à fait nouveau dans notre pays qui commence à toucher aussi bien les entreprises que les associations à caractère professionnel, social et culturel : celui de la mise en place de véritables chartes d'éthique et de déontologie.

Ce phénomène, positif en soi et quoi que timide, s'est même propagé à certaines organisations indépendantes autant qu'à certaines entreprises privées. Cette réaction sociale s'explique et se justifie par la nécessité d'un sursaut de réarmement moral suscité par les premiers signes d'un ras-le-bol de la société qui rejette les règles morales déshabillées ou leurs derniers vestiges, totalement inadaptées à la vie présente mais aussi et surtout par une crise de confiance qui ne cesse de s'aggraver entre la population et le reste du monde extérieur. Il y a pourtant une activité qui semble avoir échappé à ce souci de toilettage et de réincarnation éthique et déontologique, alors que c'est l'activité la plus exposée aux dérapages et qui est souvent la source des crises de confiance entre la société et les institutions de l'Etat ou entre les électeurs et les élus : il s'agit et vous m'aurez compris, de la politique.

Il est relevé que les partis politiques, dans leur grande majorité, ne se sont jamais dotés d'un code de déontologie, fut-il le plus élémentaire. Pis encore, ils ne semblent pas du tout disposés à en avoir un, alors que leurs militants, assumant une mandature, sont très exposés, souvent même auteurs des dérapages qui alimentent la une des journaux et des débats publics. Ces acteurs politiques de premier plan gèrent parfois des budgets colossaux, et les moins scrupuleux d'entre eux se laissent tenter par l'amalgame auto-entretenu entre l'intérêt général et l'intérêt personnel ou de celui de leurs proches, qui sont copieusement panachés. A ces tentations, auxquelles se soumettent consentants les responsables politiques, s'ajoute l'étendue infinie des pouvoirs détenus, voire l'immunité accordée à certains élus nationaux, par ces acteurs et le peu de contrôle exercé sur eux, d'où leur propension à un usage toujours illégal et abusif. La presse nationale et internationale (Internet, Facebook et autres réseaux sociaux) font souvent état de scandales financiers ou de malversations dont se sont rendus coupables certains hauts responsables, élus ou désignés en tant que tels, du temps où les élus, vrais ou faux, se terraient et se cachaient. Ces nouvelles pratiques prédatrices, fondamentalement étrangères à notre culture, accentuent et aggravent davantage la méfiance qu'ont fini par avoir avec le temps des citoyens vis-à-vis du monde politique et du pouvoir central. Cette méfiance, tout à fait légitime et naturelle, nourrit le fossé de la crise de confiance populaire, car cette situation est diamétralement opposée aux attentes des citoyens. Elle finit par entamer la nécessaire confiance qui doit en permanence caractériser la relation vitale entre les citoyens et les représentants de l'Etat. La dignité et la vertu d'un homme politique devraient être en effet les valeurs cardinales d'une nation. Cette probité fondamentale et durable constitue un facteur fondamental pour le bon fonctionnement d'un système politique. Il est pourtant reconnu par ailleurs que l'exemplarité positive permet l'identification et l'adhésion aux actions des leaders d'opinion devenus leaders politiques et favorise la construction d'une fraternité positive, déteignant tout particulièrement sur la jeunesse qui, autrement, se trouve démotivée et livrée à elle-même. En d'autres termes, le risque de ne pas être porteurs d'idéaux novateurs constitue un risque majeur considérable qui conduit tout droit au désœuvrement, porte cochère et antichambre du nihilisme et de l'anarchie dont nous observons chaque jour les effets dévastateurs sur notre environnement immédiat.

Quels sont les enseignements tirés des récents événements et pratiques politiques en Algérie ?

Echéance électorale après échéance électorale, les citoyens algériens constatent le décalage de plus en plus ingérable et ahurissant entre le discours et les faits et, par conséquent, croient de moins en moins aux discours déve-



Par Rabah Naceri, ancien président de l'Assemblée populaire de wilaya de Béjaïa (1997-2002). Membre fondateur de Jil Jadid.

loppés par les candidats. Cet état de fait entame leur confiance envers les élus qui sont censés être porteurs de leurs aspirations puisque la rupture avec l'administration est déjà consommée depuis bien des lustres. A titre d'exemple, nous citerons le Sénat et l'Assemblée populaire nationale, institutions de haute représentation nationale qui sont perçues comme des institutions alibis au pouvoir réel, des institutions de magouilles, d'enrichissement sans cause et d'édifices pourvoyeurs de privilèges dont la presse rapporte régulièrement les égarements de beaucoup de leurs représentants, ces «représentants» du peuple.

Ayant perdu tout espoir, les citoyens investissent de plus en plus la voie publique qui semble être leur nouvel et ultime espace de revendications tout en prenant à témoin l'opinion publique comme pour dire : «Barakat la démagogie ! Barakat la politique et la gestion immorales ! Nous voulons nos droits !» Ces mouvements de rue, les fermetures d'administration... particulièrement visibles dans notre wilaya ces dernières années, éclatent et s'étendent anarchiquement par effet tache d'huile dans plusieurs agglomérations du pays. Autrement dit, le mécontentement se généralise de jour en jour, parce que la population a relevé que les lois votées ne sont presque jamais appliquées et leur arsenal réglementaire constitué de décrets d'application qui doivent les accompagner est délibérément occulté et renvoyé d'une législature à une autre et indéfiniment aux calendes grecques. Les citoyens constatent également que la justice n'a pas les moyens suffisants (en a-t-elle déjà eu un jour ?) ou les marges de manœuvre nécessaires pour appliquer la loi dans toute sa rigueur.

Pis encore, la quantité d'affaires graves ou scandaleuses qui n'aboutissent pas augmente de plus en plus ces dernières années. Il y a donc urgence à rétablir la confiance entre la classe politique et les citoyens, mais quelques questions épineuses semblent entraver le processus sur la voie de cette rédemption morale et... politique tant attendue par les citoyens encore soucieux et jaloux de leur algérianité :

- Comment faire pour moraliser, sans délai et sous peine d'une explosion sociale, l'acte et le fait politique, afin d'asseoir une nouvelle culture saine entre les institutions de l'Etat, les institutions élues et la société civile ?

- Est-ce que la mise en place d'une charte d'éthique et de déontologie serait suffisante pour redonner confiance aux citoyens en ses institutions ?

Comme la loi ne peut pas tout réglementer, les partis politiques peuvent grandement contribuer à la moralisation de la vie politique en impulsant des idéaux dans le domaine de l'éthique de leurs militants aussi bien dans leur milieu professionnel que dans les institutions élues. Il est certes vrai que cette confiance ne pourra se rétablir dans des délais très courts, mais il est nécessaire d'y songer sérieusement sinon tout programme de développement est voué d'avance à l'échec car celui-ci ne sera jamais soutenu par la société qui ne se sent guère concernée.

Cette fracture peut se prolonger dans le temps et pour plusieurs générations jusqu'à rendre le redressement absolument impossible. Tout comme il est vrai enfin que la mise en place d'une charte d'éthique est nécessaire mais non suffisante, car elle appelle à l'exécution de lois démocratiquement élaborées, promulguées dans le respect des formes constitutionnelles et à une justice indépendante, toutes choses dont les Algériens rêvent depuis au moins cinquante ans d'indépendance !

R. N.

Le MNLA

Bref historique

Dans le sillage de la chute du régime de Mouammar Kadhafi, le Mali a connu des événements qui ont mis au grand jour une réalité d'Etat failli (failed state).

Au nord, les structures de l'Etat malien se sont effondrées sous la poussée du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), dont les Touareg sont la composante essentielle. À la différence des précédentes rébellions, début des années 1960, de 1990 et de 2006, celle conduite par le MNLA procède à la proclamation d'un Etat de l'Azawad.⁽¹⁾

Au-delà de cette proclamation, le MNLA peine à établir un contrôle effectif et sans partage sur les territoires du Nord.

Il subit dans les villes de l'Azawad une concurrence acerbe de la part d'un autre mouvement à composante targuie : Ançar Eddine. Viennent s'accoler à celui-ci des groupes terroristes – GSPC et Mujao – qui écumaient, depuis des années, l'espace sahélien. Le chef des Ançar, Iyad Ag Ghali, ancien leader des révoltes touareg, reconverti dans des activités de trafic, a découvert l'exceptionnelle compatibilité de l'idéologie islamiste avec ce genre d'activité. Il trouve là une couverture et une légitimation exceptionnelles à son mercantilisme. «L'islamisme», lui, est le prétexte à l'extension de ses activités à tout le territoire malien, d'où son rejet de la démarche autonomiste/indépendantiste qu'il a promue par le passé.

Au sud, l'armée malienne a connu les contrecoups de sa défaite au nord. Des officiers subalternes, ligüés avec la troupe, se sont mutinés contre leur hiérarchie, et rebellés contre l'ordre constitutionnel du Mali. Le 22 mars 2011, le capitaine Sanogo et ses acolytes s'emparent du pouvoir et institue un Comité national de redressement de la démocratie et de la restauration de l'Etat (CNDRE). L'Union africaine (UA) suspend le Mali. La dénonciation du coup d'Etat est unanime. La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) monte au créneau. Elle réussit à peser sur l'apparence des choses. Elle amène le président Amadou Toumani Touré (ATT) à remettre sa démission, en contrepartie le CNDRE signe, le 6 avril 2012, un protocole d'accord avec cette organisation, non sans avoir obtenu la garantie de l'impunité la plus totale pour ses membres. Dioncounda Traoré, président de l'Assemblée nationale, hérite, pour une année, de l'intérim de la présidence. Il nomme Cheick Modibo Diarra, Premier ministre de transition chargé de la mise en place d'un gouvernement d'union nationale. Agressé physiquement dans son bureau par des manifestants hostiles à son maintien, Diacounda Traoré ne rentre de France que le 27 juillet passé. La Cédéao peine à faire la preuve dans le rétablissement de l'ordre constitutionnelle à Bamako.

Les conjurés du CNDRE, malgré la dissolution de leur comité par l'Assemblée nationale⁽²⁾, continuent de sévir à l'encontre de leurs détracteurs, opérant enlèvements, «arrestations» et exécutions. Ils restent la force la plus influente à Bamako. Cet effondrement de l'Etat malien n'est que l'étape finale d'une situation qui perdure depuis des lustres. Le Mali situé au cœur du Sahel subit de plein fouet les effets de la crise sécuritaire qui y sévit. Cette région irriguée par de séculiers itinéraires caravaniers qui se sont vu investis par des caravanes d'un genre nouveau. Des groupes terroristes y ont fixé leurs bases. Les réseaux de cocaïne (de provenance sud-américaine) et d'héroïne (de provenance asiatique) l'ont élue comme plaque tournante de leurs activités à destination de l'Europe. Toutes ces activités illégales sont une source d'enrichissement pour des hommes politiques véreux, des fonctionnaires peu regardants, ou des chefs de tribu ou de clan séduits par un enrichissement rapide. Il faut être particulièrement ignorant de cette réalité de l'Etat malien pour parler aujourd'hui d'intégrité de son territoire !

La communauté internationale

La communauté internationale par la voix de l'actuel président du Conseil de sécurité, M. Gérard Araud⁽³⁾ (France), montre bien qu'elle a la mesure du sérieux de la situation au Mali. Ses déclarations traduisent l'intérêt que la communauté internationale accorde à la crise du Sahel, mais trahissent aussi les limites et les pesanteurs qui grèvent l'action de cette communauté.

En tête des souhaits exprimés viennent «la désignation rapide d'un gouvernement d'union nationale inclusif, la poursuite des efforts en cours en vue d'assurer la consolidation des institutions de la République du Mali et la tenue d'élections dans les plus brefs délais».